

Pour conquérir de nouvelles garanties sociales, Les salarié-e-s ne peuvent compter que sur leur propre force

Chaque jour gouvernement et patronat, relayés par des économistes de tout acabit ne cessent via les médias d'expliquer qu'il faut réformer les retraites pour en sauver le système. En réalité, il ne s'agit ni plus ni moins de s'attaquer à un acquis social. Qu'il s'agisse d'augmenter la durée de cotisations ou l'âge de départ en retraite, tout le monde s'accorde à dire aujourd'hui que cela ne sera pas suffisant. Malgré les annonces selon lesquelles les revenus financiers seraient taxés, il est légitime d'en douter, tout du moins de douter que les exonérations de charges ne viennent compenser d'un côté les efforts demandés au patronat de l'autre. C'est ce que révèle l'augmentation des exonérations qui se montaient fin 2008 à 21,3% des cotisations employeurs. Et malgré la crise, l'ensemble de celles-ci (cotisations salariés et employeurs) s'élevaient déjà à 30,3 milliards d'euros en 2009.



Ce nouveau projet s'inscrit dans la continuité de ceux de 1993 et 2003 qui ont déjà pour conséquence de rogner sur les pensions :

Taux de remplacement nets à la liquidation à 65 ans, après 40 ans de cotisations, avec prolongement des accords AGIRC et ARCCO de 2003

Génération → Année de liquidation	1938 → 2003	1955 → 2020	1985 → 2050
Non-cadre du privé	83.6%	75.6%	64.4%
Cadre du privé	64.1%	55.5%	42.7%

Les problèmes de financement soulevés pour justifier la précarisation des actuels et futurs retraités, s'ils sont bien réels, occultent une réalité sociale : celle de la paupérisation d'une part de plus en plus importante des salarié-e-s, plus accentuée encore pour les travailleuses. Le chômage a atteint les 10% de la population active, les salaires sont bien souvent gelés (voir verso) quelque soit le secteur d'activité. Dans le même temps, la productivité augmente au détriment des conditions de travail.

Ainsi, alors que la société n'a jamais été en mesure de produire autant de richesses qu'elle ne pourrait le faire aujourd'hui, les évolutions technologiques, comme les NTIC, n'ont en rien servi à améliorer les conditions de vie des salarié-e-s, mais seulement permis à une minorité d'augmenter ses profits.

Ce projet de réforme est d'autant plus scandaleux qu'il intervient dans une période de crise. Alors que les salarié-e-s se voient imposer des politiques d'austérité, les « marchés financiers », en clair, les actionnaires se voient régulièrement, à chaque soubresaut de la bourse, proposer des centaines de milliards d'euros au motif de sauver le système. Si les mêmes attentions étaient portées au système de retraite... Mais cela les salarié-e-s ne pourront l'imposer que par leur lutte !

**TOUS ENSEMBLE LE 27 MAI CONTRE LA REFORME DES RETRAITES !
 POUR LE MAINTIEN DE LA RETRAITE A 60 ANS,
 DES PENSIONS AU MOINS EGALES A 75% DU REVENU D'ACTIVITE,
 AUCUNE PENSION INFERIEURE AU SMIC
 CONTRE LA BAISSSE DU POUVOIR D'ACHAT,
 AUGMENTATIONS GENERALES !**

La direction a communiqué à l'ensemble des salariés de la GBU France sur l'enveloppe d'augmentation salariale initiale qui sera portée à hauteur de 1 % à compter du 1er juillet 2010. C'est la conséquence des mobilisations organisées depuis début mars qui ont regroupé des milliers de salarié-e-s.

Mais la direction ne dit pas tout. Ce sont des augmentations « à la tête du client ». Pour la direction, seuls « les super-performants », seront augmentés. La grande majorité subira, une nouvelle fois, un gel de salaire.

Les salarié-e-s ne veulent pas de laissés pour compte ! Les dirigeants de l'entreprise auront, sans exception, leurs primes de résultat (Rappel : Thierry Breton aura 1 048 000 € de prime de résultat pour l'année 2009 ; source : rapport annuel 2009 Atos Origin). Les résultats de l'entreprise de l'an passé ont été obtenus grâce à l'ensemble des salariés. Les salarié-e-s refusent une nouvelle perte de pouvoir d'achat. Nous devons tous être augmentés !

Ainsi, les salarié-e-s de l'entreprise ont entrepris des journées d'actions pour l'augmentation générale des salaires depuis le mois de mars. Des centaines de salariés se mobilisent systématiquement. L'imagination ne manque pas : la politique salariale patronale a valu le surnom bien mérité de « ATOS Orégim » à la société, et le logo version gréviste donne une bonne idée du régime auquel sont contraints les salariés.

Du côté de chez Xerox General Services

Après une nouvelle annonce des gels des salaires et une remise en question des primes traditionnellement versées, les salarié-e-s sont invité-e-s à une première journée d'actions le 27 mai. Une pétition circule déjà pour, entre autre, une augmentation générale des salaires de 70 €.

Bien d'autres salarié-e-s de diverses entreprises des SSII ont entamé des mouvements, journées d'actions, pétitions, débrayages. Et c'est bien comme cela qu'ils feront reculer leurs directions, et les forceront à augmenter les salaires. Mais cette question ne doit pas se limiter au niveau de l'entreprise. Elles relèvent tout autant de la branche.



Du côté de chez AMADEUS

Après des années de modération salariale économiquement injustifiées, une croissance régulière et d'excellents résultats défiant la crise (reconnus à l'occasion de la récente ré-introduction en bourse), la Direction a gelé les salaires en 2009 et accordé une enveloppe de 2% en 2010 répartie sur la base de la performance individuelle, en disant qu'elle ne « pouvait pas faire plus ».

Un mois plus tard, nous apprenons que la Direction de l'entreprise va percevoir des primes de multi-millionnaires valorisées (primes et actions) à 32 millions pour l'ex-CEO, 90 millions pour les 6 membres du Comité Exécutif, 284 millions pour le TOP Management (Directeurs et Vice-présidents) : 404 millions d'euros distribués à environ 125 personnes, soit plus de la moitié de la masse salariale annuelle mondiale d'Amadeus !

Satisfaire la revendication salariale demandée par l'intersyndicale (3.6%) aurait coûté moins de 2 millions d'euros supplémentaires !

“ **La Fédération CGT des Sociétés d'études appelle l'ensemble des salarié-e-s des SSII à rejoindre les cortèges qui défilent dans toute la France le 27 mai !** ”

RETRAITES - SALAIRES - EMPLOIS

**Pour conquérir de nouvelles garanties sociales,
Les salarié-e-s ne peuvent compter que sur leur propre force**